

Toutes et tous ensemble pour les droits des femmes !

MANIFESTATION

Samedi 7 mars à 14h

Angle rue Vivienne rue du 4 septembre, métro Bourse

Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes se « célèbre » dans la rue. En cette année 2009, dans une période où les inégalités, accentuées par la crise financière et par la politique menée par le gouvernement, se creusent et touchent tout particulièrement les femmes, nous serons encore au rendez-vous, dans la rue, pour défendre les droits des femmes.

**Mais pourquoi manifestez-vous, vous les féministes ? Vous avez tout obtenu, l'égalité professionnelle, la parité, la liberté sexuelle, la contraception, l'avortement... !
Vraiment ? Vous le croyez ? Mais qu'en est-il vraiment ?**

Sexualité, contraception, avortement

Savez-vous qu'aujourd'hui, les lieux d'information sur ces sujets, inscrits dans la loi depuis plus de 30 ans (loi Neuwirth), se voient imposer une baisse de 42% de leurs subventions accordées sur les heures réalisées et consacrées à l'accueil, l'information, l'éducation à la sexualité et au conseil conjugal et familial ? Cela signifie concrètement la mort à court terme d'un tiers des associations du **Planning Familial**.

Qui n'a pas eu un jour besoin de faire appel au Planning ? Pourquoi les pouvoirs publics veulent-ils l'affaiblir ? Pourquoi l'Etat se désengage-t-il de cette mission qui relève de sa responsabilité nationale ? Pourquoi remet-il en cause l'action de l'association à qui il a confié cette mission d'utilité publique, y compris l'information sur l'avortement, et qui se bat, avec la Cadac et l'Ancic, pour défendre ce droit très menacé ?

Des sirènes intégristes seraient-elles à l'origine de cette régression, ou ne serait-ce qu'une logique strictement comptable ? Il n'y a pas de petites économies par les temps qui courent...

Des économies ? : le gouvernement en fait mais sur le dos des salarié-es.

Il supprime des postes dans le secteur public - Education nationale, hôpitaux, la Poste... - secteurs à majorité féminine. Ce faisant, il continue son entreprise de démolition des services publics et restreint ainsi l'accès des populations les plus vulnérables, notamment les femmes qui en ont pourtant le plus besoin.

Sous prétexte de modernisation de l'Etat, il supprime le Service des Droits des Femmes et de l'Egalité en charge de cette politique

Il va remplacer le RMI et l'Allocation de Parent Isolé (97% des bénéficiaires sont des femmes, la plupart du temps très jeunes) par le Revenu de Solidarité Active. Ce RSA introduit l'obligation d'accepter une « offre raisonnable d'emploi », sous peine de sanction, ce que n'imposait pas l'API. Conséquence immédiate : ces femmes vont devoir accepter des boulots précaires, à temps partiel pour ne pas perdre leurs allocations, Sinon, sans ressources ou avec des revenus très diminués, elles risquent de se retrouver dans l'impossibilité de payer un loyer. On le sait, trop de femmes et d'hommes sont aujourd'hui sans domicile fixe.

Savez vous qu'aujourd'hui les femmes représentent 83% des temps partiels, la plupart du temps imposés, et donc 80% des salarié-es payé-es en dessous du SMIC ? Avec pour conséquence des retraites de misère !

Les mesures gouvernementales aggravent la précarisation pour beaucoup de femmes.

Sarkozy promettait l'égalité femmes/ hommes en 2009. On y est et elle n'y est pas !

Parlons-en des retraites !

41 annuités, c'est pour demain ! Et ce sera peut-être ensuite 42, 43 ans... De nombreuses femmes s'étant arrêtées pour garder les enfants, elles n'ont pas les annuités nécessaires. Certaines d'entre elles ont des retraites de misère car il faut ajouter les temps partiels, des salaires inférieures à ceux des hommes, les Contrats à durée déterminée, cherchez l'injustice !

Et l'accueil des enfants ?

La possibilité pour chaque parent de voir accueillir ses enfants dans des structures publiques de qualité est un droit fondamental aujourd'hui remis en cause. En général, on se débrouille comme on peut : la crèche si on a de la chance, l'assistante maternelle si on en trouve une, la grand mère, la voisine, c'est le système D... En tout cas, il y a une chose que les parents plébiscitent, c'est l'école maternelle. Mais à 2 ans, c'est de plus en plus difficile.

Ce n'est pas bon pour eux nous dit-on. Ah bon ? Éternelle rengaine qui vise, en période de crise surtout, à renvoyer les femmes à la maison garder les enfants pour faire baisser les chiffres du chômage. Ensuite, quelle galère pour retrouver un emploi ! En outre, notre école maternelle gratuite, que tous nos voisins nous envient, risque d'être remplacées par des «jardins d'éveil» avec du personnel non formé et payant. C'est tellement mieux... Encore des économies...

Les hommes et les femmes

ne sont-ils pas tous concernés par l'éducation des enfants ?

Bien sûr que si... Pourtant, les statistiques de l'INSEE en attestent, les tâches domestiques et éducatives continuent de reposer essentiellement sur les femmes. Ce que nous voulons c'est un réel partage des tâches qui permettra aux femmes d'avoir une vraie disponibilité pour leurs activités professionnelles.

Et les violences

De nombreuses femmes sont victimes de violences, dans la famille, la rue, au travail, et cela uniquement parce qu'elles sont femmes ! Viols, agressions sexuelles, mutilations sexuelles, coups, violences psychologiques, harcèlement sexuel au travail, mariages forcés, violences spécifiques à l'encontre des lesbiennes..., ces violences inacceptables tuent ou laissent toujours des traumatismes importants. Et elles ont lieu dans tous les milieux. Mais de ça, les femmes peuvent encore difficilement parler.

Nous ne cherchons pas à renforcer les mesures de répression pénale qu'encourage le gouvernement, mais l'État doit prévenir la violence, protéger et défendre les femmes quand elles sont en danger, condamner les auteurs et prévoir des réparations. Il y a donc urgence à adopter **une loi-cadre contre les violences faites aux femmes**.

Parmi nous, il y a des femmes qui sont encore plus précaires que précaires :

viennent de loin et certaines d'entre elles n'ont pas de papiers pour vivre en France. Elles sont venues pour fuir la misère, l'oppression, la guerre, les persécutions en raison de leurs luttes féministes et/ou politiques, ou en raison de leur homosexualité. C'est une question de survie pour elles. Elles vivent en rasant les murs, elles gardent les enfants et/ou nettoient les bureaux aux aurores. Elles sont vulnérables à toutes sortes de violences et d'exploitation. Certaines d'entre elles se sont mises en lutte pour vivre et travailler avec les mêmes droits que tout le monde. Nous soutenons leur combat pour des papiers et pour leur dignité.

Les intégrismes religieux

Ils veulent régenter la vie des femmes en interdisant l'avortement et la contraception, le droit de choisir sa sexualité, l'utilisation du préservatif. Nous ne voulons pas de ses diktats, nous voulons une véritable laïcité sans qu'aucun pouvoir ne se permette d'interférer dans nos vies ou de limiter nos droits.

Solidarité avec les femmes du monde entier !

Le 8 mars est aussi le jour où nous réaffirmons notre solidarité sans frontières. Ailleurs dans le monde, des femmes subissent exploitation, guerres, violences et mutilations. Nous sommes à leurs côtés et soutenons leur résistance car nous savons que notre combat est commun !

Nos droits sont fragiles, ils veulent les remettre en question.

Battons-nous pour les élargir et avancer.

Voilà pourquoi nous manifestons pour le 8 mars

Venez nous rejoindre dans la rue !

Premiers signataires : Mouvement Français pour le Planing Familial, Collectif National Droits des Femmes, Marche Mondiale des Femmes, Femmes Solidaires, Fédération Nationale Solidarité Femmes, Femmes en Noir, Cadac, Encore Féministes, Les Chiennes de Garde, Coordination Lesbienne en France, CQFD Fierté Lesbienne, Ligue des Femmes Irlandaises, Organisation de Femmes Egalité, Rajfire, Acort-Femmes de Turquie, Maison des Femmes de Montreuil, Plurielles Algérie, La Mutuelle des Étudiants, Coordination des Sans Papiers 93, Ligue Internationale pour la Paix et la Liberté, Théâtre de l'opprimé, Union syndicale Solidaires, Parti Communiste Français, Les Verts, Parti Socialiste, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti de Gauche, Alternative Libertaire, UNEF, collectif femmes 20^{ème}, Ligue Femmes Irlandaises pour la démocratie, Collectif Femmes Irlandaises en France, SOS Sexisme, Le Comité métallos, "Femmes Libres" Radio Libertaire, ATMF (association des travailleurs maghrébins de France), centre culturel kurde Ahmet Kaya, Initiative Féministe Européenne France (IFE France), AC!, Marches Européennes, Fondation Copernic, Les Alternatifs, Association de solidarité féministe face aux extrémismes religieux (ASFER), APEL-EGALITE, CLEF (coordination française pour le lobby européen des femmes), Intersyndicale SDFE-CFDT CGT, Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes «Ruptures», Réseau Féministe «Ruptures», Association du Côté des Femmes (Val d'Oise), Association Culturelle des Travailleurs Immigrés de Turquie, (ACTIT) LES AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS 1871, Maison des femmes de Paris, ACORT-Femmes de Turquie, La Fédération, Les Voix Rebelles, LIBRES TERRES DES FEMMES, Mix-Cité Paris, LDH, Femmes en Noir de Strasbourg, CGT, Le mouvement Jeunes Femmes, La LMDE (La Mutuelle Des Etudiants), FSU, Paroles de femmes.

pour tous renseignements contacter le Collectif National pour le Droits des Femmes 21 ter rue Voltaire 75 011 Paris
mail : colcadac@club-internet.fr et téléphone : 01/75/00/56/44